Développons l'emploi, l'investissement et la recherche !

Il y a urgence sociale, sociétale et environnementale !
Les services publics et l'industrie qui sont liés, sont des réponses à ces urgences.
La France a besoin d'une industrie et de services publics forts répondant aux besoins de la population afin d'assurer un développement économique équilibré des territoires, la création d'emplois et le progrès social et environnemental nécessaires pour tous.
Il est primordial de réindustrialiser la France, de relocaliser des capacités de production garantissant son adéquation entre utilité et enjeux qui sont devant nous.

Pour la CGT, l'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation, eau, énergie, transports, éducation, santé, logement, culture). Il est irresponsable de laisser l'industrie française en déclin et pesant à peine 10 % du PIB en 2016, contre 16 % en moyenne dans la zone euro.
Il faut des services publics forts dans tout le pays, pour contribuer au développement économique et à l'aménagement du territoire. La dépense et la commande publiques sont des leviers puissants pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage dans une perspective viable pour notre environnement.

C'est en prenant la mesure de ces défis, que la CGT impulse des projets de réindustrialisation partout en France !

La lutte menée actuellement à la centrale thermique de Cordemais en est une illustration. Cette usine de production d'électricité à partir du charbon est menacée de fermeture par le Gouvernement et sa direction avec les conséquences désastreuses pour les 400 emplois directs et les milliers induits concernés, et les besoins du territoire. Elle possède pourtant de nouvelles perspectives d'avenir. Un nouvel horizon industriel qui s'inscrit dans l'urgence climatique grâce à un projet testé et fiable porté par la CGT et défendu par les salariés d'un nouveau mode de production à partir de déchets végétaux (biomasse).

Cette lutte doit pouvoir en inspirer d'autres.
Il n'y a pas de fatalité à subir les choix des politiques et du patronat !

Le secteur de l'automobile a une responsabilité toute particulière face au réchauffement climatique.
Le récent rapport du GIEC le souligne en alertant sur l'exigence d'une réduction de plus de 40% des consommations d'énergie fossiles dans le transport. Une multiplication par 5 des ventes soit 150.000 véhicules électriques sur le marché français en 2022 sont déjà prévues.
Blanquefort est un site industriel de l'automobile qui constitue une richesse de compétences et un potentiel formidable pour répondre à ces besoins sans précédent.
L'avenir des 2 équipementiers présents, celui de FAI (Ford) et celui de Getrag Ford Transmissions (800 salariés également) sont ainsi extrêmement liés.
Le groupe Ford a commandité un cabinet pour mener une étude en vue d'une reprise d'activité.
Le Gouvernement dit être vigilant au sérieux des propositions qui seraient faites…

Pour la CGT, c'est avant tout le carnet de commande qu'il faut garantir ! Pérenniser l'activité du site sur plusieurs années est possible et nécessaire.

L'urgence que nous vivons ne pourra pas être satisfaite par des propositions à minima ! La période ne permet plus les mesures de façade. La responsabilité de nos dirigeants est grande et grave dans ce moment d'histoire sociale et de l'humanité.

Il serait irresponsable de détruire le potentiel d'un tel site. Au contraire, il faut urgemment investir sur Blanquefort qui est un véritable outil pour l'avenir. La recherche, le développement, la formation doivent être la priorité pour ce site.

La CGT appelle les salariés de l'industrie à partir à la conquête de leur avenir !

En Gironde, la situation de l'entreprise Ford Aquitaine Industrie (FAI) à Blanquefort dont la direction décide de délocaliser l'activité aux Etats-Unis en 2019, est inacceptable :

- **Inacceptable** au vu de l'argent public déjà reçu (plus de 50 millions d'€ depuis 2013). Sans compter celui futur probable pour accompagner une fermeture (coût d'une dépollution ?)
- **Inacceptable** face aux 872 emplois directs et les milliers d'emplois indirects induits menacés.
- **Inacceptable** quand la production de Blanquefort répond à un secteur qui se porte très bien et connait des perspectives d'avenir florissantes ! Les besoins en véhicules « propres » (électriques, hybrides …) sont prégnants.

Ford, le secteur automobile, ne font qu'illustrer les conséquences des politiques industrielles qui guident désormais toute notre industrie et qui n'est plus tenable.

Le CAC40 distribue à leurs actionnaires les 2/3 de **leurs bénéfices depuis 10 ans, et ce au détriment des investissements et des salariés. L'avenir dont nous avons besoin est sacrifié sur l'autel de l'argent de quelques-uns.La CGT n'entend pas laisser déposséder l'avenir des salariés et du pays ! Aux salariés et citoyens de s'en emparer !**

RDV jeudi 25 octobre - 13h
Place de la république - Bordeaux